

## COMMUNIQUE DE PRESSE N° 26/132

### **Le FMI et la Côte d'Ivoire parviennent à un accord au niveau des services sur la sixième revue des accords au titre du MEDC/FEC et la cinquième revue de l'accord au titre de la FRD**

- Les services du FMI et les autorités ivoiriennes sont parvenus à un accord au niveau des services sur la sixième revue au titre des accords du Mécanisme Elargi de Crédit (MEDC) et de la Facilité Elargie de Crédit (FEC), ainsi que sur la cinquième revue de l'accord au titre de la Facilité pour la Résilience et la Durabilité (FRD).
- Les autorités ont atteint leurs principaux objectifs économiques avec succès, notamment la résorption des déséquilibres macroéconomiques, la contribution à la reconstitution des réserves régionales, et ont progressé dans la transformation économique ; ainsi que dans la mise en œuvre de leurs réformes d'adaptation et d'atténuation pour renforcer leur résilience climatique.
- Sous réserve de l'achèvement des revues par le Conseil d'administration du FMI, ces accords devraient donner lieu à deux décaissements d'un montant total d'environ 843,9 millions de dollars, dont 509,5 millions de dollars au titre des accords MEDC/FEC, et 334,4 millions de dollars au titre de la FRD.

Abidjan, Côte d'Ivoire : Une équipe du Fonds Monétaire International (FMI), conduite par Mme Geneviève Verdier, a rencontré les autorités ivoiriennes du 22 au 30 avril pour évaluer l'avancement des programmes soutenus par le MEDC, la FEC et la FRD.

La mission s'inscrit dans le cadre de la sixième et dernière revue au titre des accords MEDC/FEC approuvés par le Conseil d'Administration du FMI le 24 mai 2023 pour un montant total de 2,6 milliards de DTS (environ 3,5 milliards de dollars). Elle s'inscrit également dans le cadre de la cinquième et dernière revue au titre de l'accord FRD conclu le 15 mars 2024 pour un montant de 975,6 millions de DTS (environ 1,3 milliard de dollars).

À l'issue de la mission, Mme Verdier a fait la déclaration suivante :

« Les performances au titre des programmes MEDC/FEC et FRD ont été remarquables. À l'issue de discussions approfondies et constructives avec les autorités ivoiriennes, un accord au niveau des services a été conclu tant sur l'évaluation de la performance des programmes que sur les objectifs de politiques économiques à court et moyen terme visant à préserver les acquis macroéconomiques.

Grâce à une mobilisation accrue des recettes et à une maîtrise des dépenses publiques, le déficit budgétaire a été ramené à 3 % du PIB en 2025, conformément au critère de convergence de l'Union Économique et Monétaire Ouest-Africaine (UEMOA). Les autorités ont également enregistré des avancées notables dans la mise en œuvre des réformes structurelles, notamment la consolidation du Compte Unique du Trésor, qui contribue à améliorer la gestion de la trésorerie, ainsi que le

renforcement de la gouvernance des entités publiques pour réduire les risques de blanchiment des capitaux et de financement du terrorisme.

En ce qui concerne la FRD, les échanges ont porté sur la mise en œuvre des réformes prévues dans le cadre de cette revue, notamment l'introduction d'un système d'assurance contre les aléas climatiques pour la filière coton, la réduction des émissions de gaz à effet de serre et l'élaboration d'une stratégie de taxation carbone.

S'agissant des perspectives, le conflit au Moyen-Orient et les réorientations des politiques commerciales représentent un choc exogène majeur, susceptible d'entraîner une hausse durable des prix internationaux et de plusieurs produits de base, un ralentissement de la demande mondiale et un resserrement accru des conditions financières.

Malgré un environnement international incertain, l'économie ivoirienne reste résiliente. La croissance devrait atteindre 6 % en 2026, contre 6,5 % en 2025, en raison d'un ralentissement de la demande et des investissements dû à l'incertitude. Toutefois, l'inflation s'accroîtrait à 3,3% en 2026 contre 0,1 % en 2025 sous l'effet combiné de l'augmentation des prix internationaux du pétrole et des engrais, ainsi que des perturbations des chaînes d'approvisionnement. Le déficit du compte courant devrait également s'élargir à 2.2% du PIB en 2026, contre 0.7 % en 2025, en lien avec la guerre au Moyen-Orient et la détérioration des termes de l'échange. Grâce à une bonne tenue des exportations notamment de pétrole brut et de l'or et à l'élargissement de l'accès aux marchés financiers internationaux, les réserves de changes officielles régionales se sont renforcées pour atteindre environ 8 mois d'importations à fin mars 2026.

Selon l'évolution du conflit, le déficit budgétaire pourrait s'élargir au-delà de 3% du PIB. Dans ce contexte, l'introduction de mesures visant à soutenir les recettes fiscales, ainsi que la mise en œuvre de mesures temporaires et ciblées pour protéger les populations vulnérables seront essentielles pour en contenir l'impact. Les autorités sont prêtes à prendre toutes les mesures nécessaires pour préserver les acquis des dernières années, et réduire le déficit budgétaire à la norme de l'UEMOA de 3 % du PIB d'ici 2028, selon la durée du conflit au Moyen-Orient et, en l'absence de tout autre choc. La poursuite de la Stratégie de Mobilisation des Recettes à Moyen Terme, axée sur l'élargissement de l'assiette fiscale et le renforcement du civisme fiscal, devrait faire passer les recettes fiscales de 14.9 % en 2025 à 18 % du PIB à moyen terme. Cet effort sera crucial pour financer l'augmentation des dépenses dans les secteurs sociaux prioritaires et les infrastructures, conformément au Programme National de Développement (PND) 2026-2030.»

Les perspectives à moyen terme restent globalement favorables, malgré un contexte international difficile marqué par des tensions géopolitiques. La croissance devrait s'établir en moyenne à 6,7%, tandis que l'inflation reviendrait en-deçà de la cible régionale de 3%. Le risque de surendettement du pays demeurera ainsi modéré. L'incertitude qui entoure les politiques à l'échelle mondiale, les tensions géopolitiques, l'insécurité régionale, et la forte vulnérabilité de la Côte d'Ivoire aux chocs climatiques, appelle néanmoins à une vigilance accrue de la part des autorités »

L'équipe du FMI a rencontré Son Excellence M. Tiémoko Meyliet Koné, Vice-Président de la République; Son Excellence M. Robert Beugré Mambé, Premier Ministre; M.

Adama Coulibaly, Ministre de l'Économie, des Finances et du Budget; M. Sangafowa Coulibaly, Ministre des Mines, du Pétrole et de l'Énergie M, Souleymane Diarrasouba Ministre de du Plan et du Développement; et de hauts fonctionnaires du gouvernement et de la BCEAO, ainsi que des représentants du secteur privé et des partenaires pour le développement.

IMF Communications Department

MEDIA RELATIONS

PRESS OFFICER: Kwabena Akuamoah-Boateng

Phone: +1 202 623-7100 Email: [MEDIA@IMF.org](mailto:MEDIA@IMF.org)